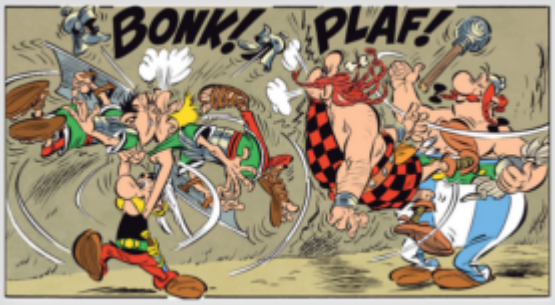
CONDAMNÉS À NE PAS S'ENTENDRE ?



L'Unité nationale qui a suivie les tueries de la première semaine de janvier n'était pas aussi solide qu'on aurait pu le penser malgré le nombre impressionnant de gens (autour de 4 millions) qui ont manifesté le dimanche suivant un peu partout dans le pays. Les **"Je ne suis pas Charlie"** ont laissé passer quelques jours l'émotion et l'indignation générale auxquelles ils souscrivaient pour la plupart avant de clamer haut et fort leurs propres convictions. Au nombre des voix discordantes, des religieux de toutes confessions (même le pape) des politologues, politiques, sociologues, des spécialistes de tous poil et de nombreux anonymes qu'on a pu entendre et voir dans les médias. Certains se sont exprimés sans haine pour dire non à la violence ainsi qu' à la provocation et l'exagération. D'autres, dans quelques lieux, ont réagi en taguant ou en jetant des têtes de cochon sur des communautés musulmanes. Dans le fond, beaucoup de gens en voulaient à Charlie Hebdo qui brocardait sans retenue, militaires, ecclésiastiques, islamistes, frontistes et j'en oublie. De nombreuses réactions ont donc fuser de toutes parts agitant l'actualité et ouvrant de nombreux débats sur : la laïcité, l'incivisme (dans certaines écoles), l'impuissance des enseignants, la protection des personnes et des biens, l'isolement des islamistes radicaux emprisonnés, l'hostilité ou la prudence de certains pays arabes. Bref, on a sondé et discuté de tout dès que les langues se sont déliées.

Les débatteurs ont cherché à comprendre pourquoi et comment on en est arrivé à cette violence et surtout se sont employés à trouver des solutions pour que cela ne se reproduise plus. Parmi les "coupables" à plus d'un titre, les politiques qui en 40 ans n'ont jamais pris de

décisions énergiques sur la sécurité, l'immigration, le logement, la justice … cherchant constamment à satisfaire les uns sans offusquer les autres et évacuant, si nécessaire, les problèmes sur l'Europe, mère de tous les maux. Cette politique du "je ne veux contrarier personne" a fini par irriter et conduire là où on en est arrivé aujourd'hui.

Alors tout le monde soudainement s'est mis à manifester. Les musulmans ont crié au blasphème, les athées ont répondu que le blasphème n'est plus justiciable; les partisans du "tout sécuritaire" ont demandé plus de prisons alors que la ministre de la justice envisage de les vider; les militaires et policiers ont réclamé plus de moyens et le gouvernement qui réduit les crédits, dans le même temps s'en va-t-en guerre un peu partout dans le monde; les chômeurs ont exigé du travail pendant que les patrons délocalisent; les catholiques ont souhaité qu'on entretiennent les églises mais les crédits sont réservés à la construction de mosquées…. Allez comprendre.

Le laxisme, les erreurs, les manquements cumulés, font de notre pays une joyeuse pétaudière. Alors me direz-vous : "c'est bien joli, mais que proposez vous ?" La situation est tellement confuse que je ne vois actuellement aucune mesure de nature à apporter un mieux dans quelque domaine que ce soit. Dans l'immédiat on ne peut que faire du replâtrage. Il va donc falloir reprendre tout à zéro et réaffirmer et inculquer nos principes républicains fondamentaux : le contenu de l'enseignement, la formation des maîtres, la place des religions, la sécurité des gens et des biens, nos lois sans oublier nos politiques desquels il faut exiger davantage. A défaut, la situation va empirer et les risques d'affrontement entre français de souche et français issus de l'immigration vont se multiplier. Mais il y a-t-il encore dans notre pays des gens de bonne intelligence capables de mener une telle entreprise sans être traités de racistes, fascistes, antimilitaristes, populistes ? J'en doute, mais qui sait ?

Photo : Astérix chez les Pictes